



SOLIDARITE COOPERATIVE AGRICOLE DU CONGO

RAPPORT D'ÉVALUATION MULTISECTORIELLE DES BESOINS DES POPULATIONS

DEPLACÉES, HÔTES ET RETOURNÉES DANS LE TERRITOIRE DE LUBERO ZONE DE SANTE DE MUSIENENE AFFECTÉES

PAR LES CONFLITS ARMÉS AU NORD

NORD KIVU, TERRITOIRE DE LUBERO

VILLAGES DE MUSIENENE ETAT, KATHOLO, KIMBULU MASUMO et IRANGIRA ZONE DE SANTE DE MUSIENENE

Date de l'évaluation : Du 23 au 25 Mai 2019

Date du rapport : 03 Juin 2019

Pour plus d'information, Contactez : CHIHENGUZA RUNANI Leonard ; +243998395196, Socoacasbl@gmail.com

1 Aperçu de la situation

1.1 Description de la crise

Nature de la crise :	☐ Conflit ☒ Mouvements de population ☒ Epidémie ☐ Crise nutritionnelle	☐ Catastrophe naturelle ☐ Violences électorales ☐ Autre
Date du début de la crise :	A partir de Janvier 2019	Date de confirmation de l'alerte : RAS
Code EH-tools	2600, 2602, 2605, 2606, 2849 et 2850	
Si conflit :		

<i>Description du conflit</i>	La situation humanitaire dans le territoire de Lubero est très préoccupante pour le moment. Plusieurs localités du territoire constituent des zones de déplacement et de retour, d'autres sont acculées par des groupes armés causant des graves exactions sur les populations civiles. Les populations déplacées n'ayant pas accès aux champs pendant que ces dernières ne vivent que de l'agriculture et l'élevage comme seule source de revenu et de nourriture. Plusieurs zones du territoire de Lubero sont des zones d'accueils des déplacés depuis les années 2010 au début des opérations des troupes des rebelles. Les attaques des MAIMAI SIMBA, MDC, NTUMA, ainsi que les affrontements entre les FARDC et les présumés ADF/Nalu et tous ces groupes rebelles . Au-delà de cela s'ajoute le déplacement de certaines familles qui proviennent de Butembo et Katwa en fouillant la MVE. Les déplacés présents dans la zone de Lubero sont dans une situation humanitaire préoccupante. La plupart de ces derniers vivent dans des familles d'accueil et des maisons de locations. Depuis leur déplacement, ils se trouvent dans un état de vulnérabilité extrême par le fait qu'ils ont abandonné tous leurs biens, les récoltes et bétails et ils n'ont aucun mécanisme alternatif de survie d'une part pouvant leur permettre de subvenir à leurs besoins de base. D'autres parts, la population des communautés d'accueil étant aussi vulnérable suite au non accès aux champs, le pouvoir d'achat devenu très faible augmente le niveau de vulnérabilité des déplacés. Ainsi, la situation des déplacés et les familles d'accueil est très préoccupante dans plusieurs secteurs notamment l'accès à la nourriture, les articles essentiels de ménages, l'accès aux moyens de subsistance, la santé et le Wash. Les conditions de vie restent tellement difficiles surtout pour les personnes plus vulnérables telles que les enfants, les femmes enceintes, les personnes vivant avec handicap, les malades chroniques ainsi que les personnes âgées qui dorment par terre avec les risques de développer des maladies suite aux intempéries. Les familles déplacées comme les familles d'accueil n'ont pas accès à leurs champs alors que l'agriculture constitue la principale source de la nourriture et le revenu des ménages. Les moyens d'existence étant limités, les déplacés ont difficile à accéder aux soins de santé primaire par manque des moyens financiers pour payer les frais des soins aux structures sanitaires existantes ainsi que la scolarisation de leurs enfants. Les mécanismes d'adaptation dans les zones les plus sévèrement affectées sont la baisse du nombre de repas par jour, la modification de la composition des repas vers des aliments moins préférés et parfois moins nutritifs, le non accès aux moyens de subsistance affecte la survie des ménages notamment la déscolarisation des enfants, décapitalisation des articles de base dans les ménages, la diminution de l'accès aux services de santé etc. En territoire de Lubero, depuis le mois de juillet 2018 jusqu'à présent plusieurs groupes armés (Les Mai-Mai Nduma Defense et Mazembe) font des incursions répétitives dans les villages (Kagheri, Kasugho, Kilau, Kinyatsi, Muasa, Lutondo et Kipese) et incendient les maisons, violent les femmes et jeunes filles, les jeunes garçons sont kidnappés. Ce qui cause plusieurs mouvements des populations vers le Centre de Musienene, Lubero, et d'autres vont chercher asile à Lukanga. Les organisations humanitaires présentes dans la zone à Travers la coordination humanitaire de Beni et Lubero ont apporté une série d'assistance mais n'arrivent pas à couvrir tous les GAP par le fait que les mouvements des populations sont pendulaires et réguliers Cette évaluation a été conduite par une équipe multisectoriel de la SOCOAC dans 5 villages de la zone de santé de Musienene sur demande de l'inter-cluster Régional AME /NFI et Sécurité Alimentaire, sous la coordination de OCHA. Ces évaluations ont fait recours à la revue documentaire et la collecte des données primaires sur le terrain à travers les outils d'évaluation multisectorielle à travers les entretiens individuels au niveau de ménages, avec les informateurs clés tels que les autorités locales, les leaders locaux et ecclésiastiques, les représentants des déplacés dans toutes les zones. Les questions spécifiques ont été adressées aux prestataires de soins quant à ce qui concerne la santé. Les focus groupes de discussion ont été conduits avec les hommes, femmes parmi les déplacés, de familles hôtes et les retournés.
--------------------------------------	--

Si mouvement de population, ampleur du mouvement :

Localité/village (si possible, coordonnées GPS)	Autochtones	Déplacés à cause de cette crise	Retournés à cause de cette crise	Réfugiés/rapatriés	%
KAVASINZA	12272 personnes	1230 Ménages (6150 personnes)	RAS	RAS	50,11%
IRANGIRA	11885 personnes	1150 Ménages (5750 personnes)	RAS	RAS	48,38%
MASUMO	10543 personnes	1106 Ménages (5530 personnes)	RAS	RAS	52,45%
MUSIENENE ETAT	22932 personnes	1243 Ménages (6215 personnes)	RAS	RAS	27,10%
KATHOLO	24825 personnes	987 Ménages (4935 personnes)	RAS	RAS	19,87%

Différentes vagues de déplacement depuis les 2 dernières années

Date	Effectifs	Provenance	Cause
KIMBULU De janvier 2019 à Mai 2019	1230 Ménages (6150 personnes)	Kikendi, kahumo, likungo, kithhe, maluvo	Affrontement entre le maimai Ntuma, Mazembe et le FARDC
IRANGIRA De janvier 2019 à Mai 2019	1150 Ménages (5750 personnes)	Buhinga, kipesse, Eringeti, Muramba, katanga katterie, Muhangi, Kasugho .	Affrontement entre le maimai Ntuma, Mazembe et le FARDC, MVE
MASUMO De janvier 2019 à Mai 2019	1106 Ménages (5530 personnes)	Kinyatsi, Musasa, litondo	Affrontement entre le maimai Ntuma, Mazembe et le FARDC
MUSIENENE ETAT De janvier 2019 à Mai 2019	1243 Ménages (6215 personnes)	Kipese, Kikendi, kahumo, likungo, kithhe, maluvo	Affrontement entre le maimai Ntuma, Mazembe et le FARDC
KATHOLO De janvier 2019 à Mai 2019	987 Ménages (4935 personnes)	Kipese, Kikendi, kahumo, likungo, kithhe, maluvo	Affrontement entre le maimai Ntuma, Mazembe et le FARDC

Référence de la source donnée

N0	Noms	Fonctions	Contacts
1	KATEMBO- MULYATA BAYALA	secrétaire administratif de la chefferie	0997715549
2	KATEMBO LUGRIDI ANICETH	Coordonateur Croix rouge Musienene	0859062110
3	KAVIRA GIDITTE	chef de localité Masumo	0990624591
5	KAMBALE MUKULIRWA	Droit de l'homme Musienne	0993480404
6	BAKUYA APOLINAIRE	Protection civil Kimbulu	0995308057
7	KAMBALE KIKYO	Président des déplacés a kimbulu	0974366538
8	KAMBALE GERAL	Conseiller	0977867274
9	MBUSA KYOLOVIRE	Société civile Irangira	0997085818
10	KASEREKA MUYAYALO	Société civile kavasanza	0971107856,0820544348

Pour des raisons d'accessibilité physique et sécuritaire, données de Masumo ont été recueillies auprès de la chef de localité se trouvant proche de la zone trouble de Kinyatsi.

Dégradations subies dans la zone de départ/retour	En zone déplacement, l'on rapporte des cas des Pillages des bétails, des vivres, des cas des tueries et d'enlèvements et disparition des civils. En fuite en fin mars et à Mi-Avril 2019, l'on rapporte des cas des ravissements des biens et production du champ par les MaiMai sur l'axe Kimbulu –Kinyatsi, Kimbulu-Masumo, l'accès à ces lieux est conditionné par un jeton de 1000fc. Cette situation semble avoir restreint la liberté de mouvement à l'endroit des populations craignant les atrocités dans ces villages. En milieu d'accueil, l'on note le non accès à l'éducation pour les enfants déplacés, l'accès difficile à l'eau de boisson et au logement/ l'abri, le non accès aux vivres et aux sources des revenus au sein des ménages. Dans les villages évaluer l'agriculture est possible, on y cultive le manioc, les bananes plantains, le haricot. C'est dans la partie productive que vivaient la majeure partie des déplacés. Le déplacement est arrivé quand la population n'avait presque plus le stock des vivres dans leurs ménages.			
Distance moyenne entre la zone de départ et d'accueil	La distance moyenne entre les villages de départ et villages d'arriver varie d'un village à un autre. Pour le cas de Kinyatsi et Musasa, la distance moyenne jusqu'à Kimbulu est de 20 Km, Malgré la distance réduite et le temps de parcours, les déplacés ont peur de rentrer dans leur milieu d'origine même pendant la journée à cause de la présence des Maimai dans la contrée et des tracasseries régulières			
Lieu d'hébergement	☒ Communautés d'accueil • Sites spontanés • Centres collectifs • ☒ Maison cédée gratuitement par les propriétaires		• Camps formels • Autres, préciser _____	
Possibilité de retour ou nouveau déplacement (période et conditions)	La présence d'une situation d'accalmie mais aussi, les conditions de vie difficiles de ces populations qui n'ont reçu aucune assistance humanitaire en milieux de déplacement ont été à la base d'un mouvement de retour de ces dernières depuis Avril 2019, mais sa garantie de sécurité.			
Si épidémie : Présence de l'épidémie EBOLA dans la zone, 56 cas depuis le début jusqu'au 25 Mai 2019				
Localisation des personnes affectées par cette crise (nouveaux déplacés)				
Zones de santé	Cas confirmés	Cas suspects	Décès	Zone de provenance
Musienene	56	RAS	RAS	Katwa
Total				
Perspectives d'évolution de l'épidémie	La situation de cette maladie mortelle évolue d'une manière exponentielle puisque depuis le début de l'épidémie la zone de santé avait enregistré que 9 cas jusque début avril 2019, le 47 cas ont été enregistrés que dans 1 mois, donc le mois de Mia 2019. Il y a lieu d'avoir peur que cette dernière n'embrasse toute la zone vue le comportement de résistance qu'affichent les personnes face à cette maladie.			

1.2 Profile humanitaire de la zone

Crises et interventions dans les 12 mois précédents

Crises	Réponses données	Zones d'intervention	Organisations impliquées	Type et nombre des bénéficiaires
Epidémie Ebola	PCI, surveillance journalier, accompagnement psychosociale et Education	Musienne	OMS, UNICEF, UNION EUROPEENE,	Population locale
Sources d'information		Bureau Zone de santé de Musienene		

2 Méthodologie de l'évaluation

Type d'échantillonnage :	100ménages déplacés et familles d'accueils ont été visités en raison de 20 ménages par villages Pointsd'eauxvisitéeetanalyséet 4 Centre de santé plus hôpital General de Kimbulu
Carte de la zone évaluée en indiquant les sites visités	
Techniques de collecte utilisées	Pour atteindre les résultats de cette évaluation, nous avons procédé par: Observation du milieu et Analyse de la situation pour appréhender certaines réalités qui peuvent échapper à l'outil de collecte ; L'interviewlibre et spontanée nous a aidé à découvrir certains éléments en rapport avec le mouvement de la population, la façon de s'approvisionner en denrées alimentaires, les pathologies courantes etc ; (Questionnaires auprès des informateurs clés) Focus group : celle-ci nous a permis d'engager de discussions avec les leaders locaux pour comprendre certains vécus du milieu ; Enquête ménages : qui consiste à identifier les ménages cibles à partir d'une base de sondage. Pour identifier ces ménages dans la communauté, les enquêteurs étaient accompagnés par un membre de comité des déplacés et/ou un chef de cellule qui maîtrise bien le milieu. Revu documentairedesstatistiquesde lapopulationet deseffectifsscolaires.
Composition de l'équipe	Janvier BADERHA : Chargé des programmes de la SOCOAC, +243997376651, +243 990690929 Augustin MASIMENGO : Chargé de suivi et Evaluation de la SOCOAC, +243 0994047624, +243 820757520 Thierry MUKIRANIA NZONGA : Animateur Terrain de SOCOAC, +243 997774132 , Eugene MUSHAMALIRWA,0974530888, Georgine BWANAKAWA, 0997777594, MUHINDO BAKUYA et KAMBALE SIWANGHEMUKA.

3 Besoins prioritaires / Conclusions clés

Besoins identifiés (en ordre de priorité par secteur, si possible)	Recommandations pour une réponse immédiate	Groupes cibles
Besoins en éducation : Salles de classe, manuels scolaires, matériels didactiques	✓ Construction et réhabilitation des écoles de ces localités ; ✓ Appuyer les écoles de la zone avec les fournitures scolaires ✓ Faciliter le système d'intégration des enfants hors système scolaire ; ✓ Appuyer la mise en place du Plan de réduction des risques dans toutes les écoles primaires	Les élèves et les enseignants
Besoins en Sécurité alimentaire : Vivres (Haricot, maïs, patate, pomme de terre, riz, arachide et huile) et élevage des petits bétails.	✓ Distribuer des vivres aux ménages des déplacés, familles d'accueils ; ✓ Appuyer l'élevage de petits bétails et distribution des intrants ; ✓ Organiser une assistance en cash ou foire dans les villages et appuyer l'agriculture en apportant des semences et autres intrants agricoles.	Ménages déplacés, et familles d'accueils
Eau Hygiène et assainissement Insuffisance de l'eau, Consommation de l'eau des rivières et puits; Augmentation de cas de diarrhées et l'assainissement et hygiène.	✓ Construction des sources d'eau potable ; ✓ Forage des puits ; ✓ Réhabilitation des sources, des puits, des bornes fontaines,...	Ménages déplacés, et familles d'accueil
AME et Abris Manque de moyen financier pour acheter les matériaux de construction, et d'achat des AME (Casseroles, habits femmes et enfants, bidons, bassins pour transporter et stocker l'eau	✓ Organisation d'une intervention en Cash monétaire ; ✓ Distribution générale des Kits NFI; ✓ Organisation des Foires aux déplacés, familles d'accueils et quelques familles autochtones vulnérables.	Ménages déplacés, et familles d'accueil
Santé et Nutrition Accès aux soins de santé et aux intrants nutritionnels	✓ Augmenter les dispositifs de lavage des mains dans des lieux publics et dans les ménages à risque ✓ Appuyer les structures de santé étatique privée en médicaments pour qu'il y ait la gratuité de soins aux déplacés ; ✓ Approvisionner les structures de santé restante en médicaments ; ✓ Paiement des factures de soins aux déplacés pour les structures non appuyées par le gouvernement.	Déplacés et Familles d'accueil
Besoins logistiques Etat de délabrement des routes de desserte agricoles	Réhabiliter toutes les routes de desserte agricoles pour faciliter non seulement l'acheminement de l'aide humanitaire mais aussi pour le suivi et le maintien de la sécurité	Déplacés et Familles d'accueil

Besoin en protection ✓ Non-respect des droits de l'homme par les Groupes armés ; ✓ Absence de structures de protection et de référencement des cas de protection ; ✓ Faible communication sur les cas de protection.	✓ Plaider pour la mise en place et le renforcement des structures communautaires de protection et de référencement des cas de protection dont surtout ceux de violences sexuelles et basées sur le genre ; ✓ Assurer la veille en matière de protection.	Déplacés et Familles d'accueil
Les secteurs concernés sont : Protection, Sécurité alimentaire/vivres, Moyens de subsistance, Abris, Articles ménagers essentiels, Eau-hygiène-assainissement, Santé, Nutrition, Education, Logistique et protection		

4 Analyse « ne pas nuire »

Risque d'instrumentalisation de l'aide	Le risque de stigmatisation des personnes en souffrance est possible lors de des interventions en donnant priorité aux membres des familles et amis de ceux effectues l'identification. Mesures d'atténuation Impliquer activement les autorités coutumières, leaders d'opinion, société civile, groupes de pression, Tenir un langage simple et clair lors des sensibilisations et bien éclaircir les principes humanitaires, le mandat ainsi que la stratégie de ciblage, le rôle de l'ONG ainsi que le rôle de la communauté, les principes, critères qui guident le ciblage
Risque d'accentuation des conflits préexistants	Le risque de stigmatisation des personnes en souffrance est possible lors de des interventions en donnant priorité aux membres des familles et amis de ceux effectues l'identification. Mesures d'atténuation Impliquer activement les autorités coutumières, leaders d'opinion, société civile, groupes de pression, Tenir un langage simple et clair lors des sensibilisations et bien éclaircir les principes humanitaires, le mandat ainsi que la stratégie de ciblage, le rôle de l'ONG ainsi que le rôle de la communauté, les principes, critères qui guident le ciblage
Risque de distorsion dans l'offre et la demande de services	RAS

5 Accessibilité

5.1 Accessibilité physique

Type d'accès	Ces 5 villages sont accessibles par voie routière en utilisant véhicules et motos. Seulement, les routes y sont quasi totalement en état de délabrement avancé et nécessitent une réhabilitation, surtout l'axe Kimbulu –Masumo qui n'est accessible que par moto.
---------------------	--

5.2 Accès sécuritaire

Sécurisation de la zone	Quant à la sécurité, ces localités évaluées, il convient de signaler qu'en général il y a un problème d'accès sécuritaire, surtout à Masumo où on signale la présence des Mai-Mai Mazembe et Nduma, positionnés à environ 17 à 25 km de Kimbulu. Ceux-ci constituent un problème non seulement aux résidents voulant pénétrer ces milieux mais aussi les humanitaires. Ces Mayi-Mayi sèment la terreur sans pareil aux populations qui y sont présentes puisqu'ils font payer des jetons de 1000 fcs à toute personne qui veut accéder à son champ. Quant aux humanitaires, il faut d'abord demander l'autorisation au commandant des Mayi-Mayi et expliquer le mobile de votre présence dans cette zone. Le Chef de village de Kimbulu affirme que même s'ils vous autorisent l'accès, cela ne pas une
--------------------------------	---

	garantie pour la sécurité, car au retour il y a risque de se faire kidnapper pour exiger une rançon avant de vous libérer.
Communication téléphonique	Airtel: fiable, Vodacom: fiable Orange : Très faible couverture
Stations de radio	RAS

6 Aperçu des vulnérabilités sectorielles et analyse des besoins

6.1 Protection

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	- Oui ☒ Non Si oui, ne pas collecter les informations pour ce secteur.			
Incidents de protection rapportés dans la zone				
Type d'incident	Lieu	Auteur(s) présumé(s)	Nb victimes	Commentaires
Limitation des mouvements	Masumo	Mai-Mai Mazembe et Ntuma	A chaque mouvement	Pour avoir accès aux champs les Maimai font payer à tout cultivateur un jeton de 1000fc valide pour une semaine.
Extorsion des biens	Masumo, Irangira	Mai-Mai Mazembe et Ntuma, FARDC	Plus ou moins 2	Quelques déplacés étaient dépouillés de leurs biens
Incendie des maisons	KAVASINZA	Mai-Mai MAZEMBE	Plus de 2 maisons incendiées.	
Meurtre	Kibelle	Mai-Mai	2 hommes	Les Maï-Mai tués par arme à feu et kinyatsi au début Mars 2019.
Vols des récoltes	KINYATSI	Mai-Mai	Plusieurs	Les Maimai récolteraient tout produit alimentaire dans les champs des populations civiles depuis Mars 2019 lors des incursions dans ces localités.
Relations/Tension entre les différents groupes de la communauté	Dans la zone, les relations entre les groupes armés et les populations locales sont fragiles.			
Existence d'une structure gérant les incidents rapportés.	- Oui, si oui, précisez _____ ☒ Non			
Impact de l'insécurité sur l'accès aux services de base	Les ménages des déplacés et des familles d'accueils n'ont pas accès facile aux champs et à l'éducation des enfants.			
Présence des engins explosifs	- Oui, si oui, précisez _____ ☒ Non			
Perception des humanitaires dans la zone	En général, les humanitaires sont bien accueillis dans la zone, à part les incompréhensions quand il s'agit des équipes de riposte contre Ebola dans certains endroits, et pour avoir accès à Masumo il faut être en contact avec le responsable du groupe des Mai-Mai. Si non pas d'accès à cette zone.			
Réponses données				

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Aucune	//////////////////// //	//////////////////// /////	//////////////////// //	//////////////////// ////////
Gaps et recommandations	RAS			

6.2. Sécurité alimentaire

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	- Oui ☒ Non Si oui, ne pas collecter les informations pour ce secteur.
Classification de la zone selon le IPC	RAS
Situation de la sécurité alimentaire depuis la crise	Les mouvements récurrents des populations ont sérieusement affecté la capacité de production des populations déplacés et celles de familles hôtes dans les zones d'accueil. Les hommes et femmes déplacés ont rapporté n'avoir pas accès à leur champs. Certains ont rapporté avoir raté plus d'une saison culturale. Les hommes et femmes IDPs et ceux des communautés hôtes ont rapporté une carence de produits agricoles dans leur communauté et sur les marchés locaux dans les zones d'accueil conduisant ainsi à une hausse de prix sur le marché. La carence de produits agricoles et la hausse de prix ont été évoquées par les participants aux évaluations comme facteur clés qui limite l'accès des IDPs et population hôtes aux provisions alimentaires. Les IDPs et familles d'accueil ont rapporté avoir perdu tous leurs élevages pendant la fuite, certains se sont faits piller leur élevage par les Mai Mai et d'autres abandonnés dans les villages pendant la fuite n'étaient plus retrouvés. Partant de la situation alimentaire observée sur terrain, de nombreuses familles (déplacés, familles d'accueils, familles résidents autochtones vulnérables) risquent de mourir de faim si aucune solution immédiate n'est envisagée tant par le gouvernement que par les acteurs humanitaires. Partant de ce qui précède; voici quelques observation saillantes. consommation alimentaire est faible et il en est de même pour les ménages déplacés ainsi que les familles d'accueil. Cela est dû par les faibles revenus des ménages déplacés et familles d'accueil. En général, 70 % de la population des localités visitées vivent de l'agriculture, 20% sont des commerçants, 3% ont des emplois permanents, et 7% pour les travaux journaliers, la fabrication des braises, l'artisanat et l'élevage. Après analyse des données sur le score de consommation alimentaire, il ressort que sur 100 ménages enquêtés, 81 ménages, soit 81% ont un score de consommation alimentaire pauvre ; pendant que 12 ménages, soit 12% présentent un score de consommation alimentaire limité. En revanche, les 7 ménages soit 7% mènent une vie acceptable, donc (93%) des ménages enquêtés sont en-dessous de la moyenne vitale. Signalons que 77 ménages sur 100 vivent avec un ISS sévère, 24 sur 100 avec ISS modéré et 9 sur 100 avec un ISS léger.
Production agricole, élevage et pêche	Les cultures principales dans les villages sont: le manioc, la banane, le haricot, le maïs, la colocase et les légumes y soient aussi cultivées. L'élevage s'y pratique à un faible pourcentage à cause du manque d'espace pour les animaux, vol des bêtes par des Mai Mai et insuffisance des produits vétérinaires. La petite quantité des denrées récoltées est toujours destinée à la vente pour payer les frais scolaires et soins médicaux. Par conséquent, le régime alimentaire de la zone est presque monotone (foufou de manioc et /ou banane

	aux légumes verts assaisonnés d'un peu d'huile de palme. Une minorité seulement arrive à consommer un peu d' haricots. Les aliments sont difficilement diversifiés dans ces villages zone. Toutefois, les céréales, les légumineuses et les protéines animales sont consommés par une minorité des ménages mais à des faiblesfréquences. Les aliments consommés dans des ménages proviennent de différentes sources. L'huile, les légumineuses, les fruits, les protéines animales et les sucres sont souvent achetés au marché ou payés en nature après réalisation d'un travail journalier dans un champ. Certains aliments proviennent de la propre production des résidents tels que les céréales, les tubercules et les légumes verts. Certains ménages vivent grâce aux emprunts et dons mutuels. Signalons que les déplacés récents n'ont pas de terres à cultiver dans leur milieux d'accueil. Par conséquent ils ne produisent pas.												
Situation des vivres dans les marchés	Dansla zone où les évaluations ont menées, il existe certains marchésnotamment Kimbulu et Musienene Etat, le pris de denrées sont abordables et varient suivant la période de récolte ou non, les haricots, leriz,lemanioc...sont en petite quantitéet destinésà laconsommation locale. A Musienene Etat, le marché a lieu chaque mercredi et samedi de la semaine, et les prix de denrées alimentaires les plus cultivés et consommés ont variés de la manière suivante : <table><tr><td>Produits agricoles</td><td>Avant crise</td><td>Après crise</td></tr><tr><td>Mesure d'haricots</td><td>200Fc</td><td>250 à 300Fc</td></tr><tr><td>1 kg de manioc</td><td>600fc</td><td>450 à 800fc</td></tr><tr><td>Patate douce</td><td>500fc</td><td>500fc</td></tr></table> Signalons que Musienene est alimente en produit par d'autres villages, Kipese, Vuyenga et Masereka pour la pomme de terre, manioc, poireaux et choux. Les habitants de la zone de santé de Musienene ne font en échange avec d'autres villages que le bois qu'ils partent vendre a Butembo.	Produits agricoles	Avant crise	Après crise	Mesure d'haricots	200Fc	250 à 300Fc	1 kg de manioc	600fc	450 à 800fc	Patate douce	500fc	500fc
Produits agricoles	Avant crise	Après crise											
Mesure d'haricots	200Fc	250 à 300Fc											
1 kg de manioc	600fc	450 à 800fc											
Patate douce	500fc	500fc											
Stratégies adoptées par les ménages pour faire face à la crise	La plupart des IDPs vivent des travaux journaliers. Ils sont tenus de travailler à longueur des journées pour avoir la nourriture, peu importe la quantité et la qualité des aliments leur donner en compensation avec le travail réalisé. Autrement dit, leurs principales sources de nourriture sont des travaux journaliers dans des champs des résidents, d'où ils reçoivent la rémunération en vivres qu'ils ont encore envie de vendre dans le village pour couvrir d'autres besoins des ménagers. Au cas où, ils sont payés en monnaie, ils gagnent 1000fc, ce qui est très insuffisant pour couvrir les besoins de leurs ménages ; D'autres par contre vont couper des herbes qu'ils partent vendre à Butembo a un prix très dérisoire, 1 fagot pour 200fc. Donc pour avoir 1000fc, il faut vendre au moins 5 fagots.												

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Aucune	////////////////////	////////////////////	////////////////////	////////////////////

Gaps et recommandations

Les ménages déplacés n'ont pas accès aux vivres. Leur alimentation est constituée des bananes Plantin ou fufu de manioc aux légumes verts. Ils consomment rarement des protéines animales. Il y a un risque d'accentuation de la cascade de malnutrition dans la zone.

Recommandations:

- ✓ Organiser une assistance d'urgence en cash à multiples usages en faveur des déplacés et familles d'accueil. Ceci leur permettrait de répondre aux besoins diversifiés de leurs ménages en milieu d'accueil.
- ✓ Avoir une ampleur de la crise, développer des activités génératrices de revenus à impact rapide en faveur des ménages déplacés,
- ✓ Mener des plaidoyers pour la sécurisation des zones de production agricole.
- ✓ Initier des jardins potagers et fournir des semences au cas où l'accès aux champs proches est garanti.

6.2 Abris et accès aux articles essentiels

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	• Oui ☒ Non Si oui, ne pas collecter les informations pour ce secteur.			
Impact de la crise sur l’abris	Dans les discussions avec les populations déplacées, il est ressorti que dans leur fuite ils n’ont pas eu la possibilité de collecter leurs articles ménages essentiels avant leur fuite. Dans les villages d’accueil, les ménages sont amenés à partager leurs articles non alimentaires avec les familles des IDPs.il ressort dans l’ensemble que les populations déplacées n’ont pas accès aux NFI. 100% de populations déplacées et familles d’accueils dans les villages ciblés par l’enquête ont déclaré n’avoir pas accès aux NFI pour leur usage quotidien et 80% dans les villages de Kavasinja et Irangira. Ceux si ont rapporté s’être déplacé plusieurs fois, dont la perte continue de leurs articles ménagers essentiels.			
Type de logement	☒ Dans des maisons abandonnées cédées gratuitement ☒ Familles d’accueil			
Accès aux articles ménagers essentiels	Globalement, les ménages déplacés ont connu des pertes d’articles ménagers essentiels lors des multiples fuites soudaines. En familles d’accueil, ils sont en train de les utiliser à plus de 1 service, une casserole ou bassines pour les fins de leurs ménages. Bref, faute des moyens financiers, les déplacés et certaines familles vulnérables de la zone évaluée, sont en difficulté pour se procurer des articles ménagers dans les marchés locaux . Dans la logique de cette évaluation et par rapport à ce que présente la figure ci-dessus, l’analyse de score de disponibilité concerne essentiellement les articles essentiels ménagers de première nécessité dans les ménages, qui ont été tirés parmi tant d’autres lors des enquêtes sur terrain, tels qu’une trousse d’habits complets (avec un score 3,7), des casseroles (avec un score 3,8), des couvertures et draps de lits (avec un score 3,9), des matelas, nattes et lits (avec un score 4,3), de moustiquaire (avec un score 4,0) et des houes (avec un score 4,5). Ces résultats révèlent une forte vulnérabilité en AME, car ils présentent un score inférieur à la moyenne de 3, 5. D’une manière générale les présents villages ont un coefficient de gini 0, 38			
Possibilité de prêts des articles essentiels	Les discussions avec les IDPs dans tous les villages évalués ont ressorti que le non possession des articles ménagers essentiels est généralement lié du fait que les populations en se déplaçant ils n’arrivent pas à collecter leurs biens de ménages et parfois ils sont surpris dans les activités de champs ou de marchés. En termes de besoins prioritaires en AME exprimés par les IDPs et ménages d’accueil, le besoin en vêtement vient en premier 88%, suivi de couverture et literie à 78% et ustensile de cuisine à 73%. Sur tous les villages, entre 86-100% de personnes interviewées confirment la disponibilité des AME sur les marchés.			
Situation des AME dans les marchés	On trouve les AME sur le marché local mais en faible quantité et par conséquent à un prix élevé, ce qui constitue un obstacle pour les déplacés d’accéder à ces articles d’autant plus que ce sont de familles qui vivent sans emploi et au dépend des autres.			
Faisabilité de l’assistance ménage	Encas d’une intervention humanitaire dans la zone évaluée, Impliquer toute les parties prenantes, les représentants des associations des jeunes et en tenant compte de l’équilibre du genre dans la mise en œuvre des activités.			
Réponses données				
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d’intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires

Aucun				
Gaps et recommandations	Pasdesréciipientsde Stockage d'eau,Pasdesupport de Couchagepour lesdéplacés Recommandations Apporter uneassistance d'urgence enArticlesménagersessentiels Organiser le cash àmultiplesusagespourlesdéplacés et famillesd'accueil			

6.3 Moyens de subsistance

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	- Oui ☒ Non Si oui, ne pas collecter les informations pour ce secteur.
Moyens de subsistance	De l'analyse de données qualitatives et quantitatives collectée auprès des hommes, femmes, filles et garçons IDPs et hôtes, on note que dans les 5 village de la Zone de santé de Musienene ciblés par l'évaluation, le principal moyen de subsistance est l'agriculture (70-80%), le petit commerce (15-20%), élevage (4-5%) avant la crise. Dans les discussions et entretiens individuels, il se dégage qu'avec la fuite de populations, les IDPs ont abandonné leurs champs et donc coupés de leur moyen principal de survie. Dans les zones d'accueil, les participants aux discussions ont rapporté n'avoir pas accès à leurs champs suite à la présence de groupes armés dans les villages où ils cultivent et le risque de violences et kidnapping dans ces villages
Accès actuel à des moyens des subsistances pour les populations affectées	Le revenu mensuel de familles déplacées est en moyenne de 16000FC. Ce qui ne les permet pas de subvenir à leurs besoins des ménages. Dans la plupart des localités visitées Il n'existe pas de mécanisme alternatif de survie à part quelques AVEC (Association Villageoises d'Epargne et de Crédit a Kimbulu) mis en place par ZOA. Dans le ¾ du territoire de Lubero, les initiatives de développement des activités génératrices des revenus n'existent pas pour des raisons suivantes : ❖ Manque d'accès aux champs pour la constitution du capital de base, ❖ Manque d'accès aux crédits, ❖ Manque d'initiative pour développer les AVEC en créant l'épargne, ❖ Instabilité sécuritaire dans certains villages, ❖ Manque des connaissances sur l'entrepreneuriat et les métiers

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Aucune	////////////////	//////////	////////////////	//////////

Gaps et recommandations	Lesménagesdéplacésont perduleursmoyensde subsistance lorsdela crise.Ilsne sont plusà mesuresderépondreauxbesoinsvitauxdeleursfoyers.VuqueLesvillagesévaluésnedisposent pas d'espace de culture suffisants pour leurs permettre de pratiquer l'agriculture, une intervention en cash est nécessaire afindepermettreà cesménagesdéplacésde se constituerdes AGR.
--------------------------------	---

6.4 Faisabilité d'une intervention cash (si intervention cash prévue)

Analyse des marchés	Il existe au moins des marchés à Musienene et Kimbulu qui fonctionnent chaque semaine au moins une fois, il ya possibilité d'organiser le cash en faveur des ménages déplacés et familles d'accueils puisque les vivres, les vêtements, AME, intrants agricoles, les bêtes, les matériaux de construction tels que les tôles, etc.... on peut aussi organiser les foires aux vivres et NFI. Comme signalé ci-haut, les villages de la zone de santé de Musienene dépendent en totalité d'autres villages de Lubero, or ces villages sont aussi frappés par l'insécurité. A Musienene, il n'y a pas des grands vendeurs, il n'y a que des petits kiosques où on trouve quelques produits manufacturés. Pour s'approvisionner, la population se dirige dans la ville de Butembo où il y a des grands commerçants. A part le bois vendu à Butembo, Musienene n'offre aucun autre avantage aux villages voisins. Signalons qu'à part de petites maisons d'Airtel money et M-pesa à faible capacité, il n'y a pas une autre IMF (Institution des Micros Finances) dans la zone.
Existence d'un opérateur pour les transferts	Aucune institution de micro finance n'est disponible dans ces villages. Des cash points de transfert Airtel Money et M-pesa existent avec des faibles capacités. Cependant, il faudrait auparavant négocier avec les responsables des Butembo ou Beni sur la possibilité de déplacer leurs guichets vers les zones identifiées ou plutôt négocier avec les commerçants de Butembo.

6.5 Eau, Hygiène et Assainissement

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	- Oui ☒ Non Si oui, ne pas collecter les informations pour ce secteur.
Risque épidémiologique	Le constat révèle que le nombre des points d'eau sont insuffisants, ceci entraîne un fil d'attente aux points existants, certains robinets ne sont pas alimentés en eau (cas de Kimbulu), il y a un risque que l'épidémie à virus Ebola se repende dans toute la zone de santé.
Accès à l'eau après la crise	Les discussions conduites avec les hommes, les femmes, garçons et filles dans les focus groups dans les sites ciblés par l'évaluation à Musienene ressortent une couverture plus au moins et accès en eau potable dans les villages de Kimbulu, Katolo, et Musienene Etat. En dépit de cela, il s'observe que certains villages l'accès à l'eau potable reste un défi. Il s'observe aussi le problème de maintenance du système d'approvisionnement en eau. Selon AGIS de la Zone de santé de Musienene, il a été rapporté une carence en eau potable pendant la saison sèche ce qui conduit aux personnes déplacées et familles hôtes à recourir au puits mal entretenus pour s'approvisionner en eau avec tous les risques de prendre l'eau non potable. A Musienene Etat, il existe des sources à aménager, telles que : LISASA, LUBWE qui fournissent de l'eau dans 40 bornes fontaines où l'eau ne coule plus.

Zones	Types de sources	Ratio (Nb personnes x point d'eau)	Qualité (qualitative : odeur, turbidité)
-------	------------------	------------------------------------	--

Zone 1	RAS		
Type d'assainissement	RAS	Défécation à l'air libre : - Oui - X Non	
Village déclaré libre de défécation à l'air libre	☒ Oui		
Pratiques d'hygiène	Le problème d'hygiène et assainissement a été soulevé dans l'ensemble des communautés ciblées par cette évaluation. Il est ressorti des discussions et entretien individuels un nombre réduit de latrines dans les villages puisque certains ménages ne disposent pas des latrines. Plusieurs femmes IDPs et des familles hôtes dans les discussions ont déclarés être trop inquiètes par rapport aux nombres limités de latrines dans leurs villages qui leur poussent de chercher à faire leur besoin dans les parcelles voisines. Les quelques latrine existant sont non hygiénique.		
Réponses données			
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires
Réhabilitation des Points d'eau	HYFRO	Aire de santé Kimbulu et Katholo	Population locale
Commentaires : Actuellement le déploiement des matériels et des chlores déjà disponibilité pour l'intervention			
Gaps et recommandations	Insuffisance des latrines aux EP et FOSA, manque des dispositifs de lavage des mains dans les ménages et sites publics, absence d'eau dans certains robinets. De ce fait, il faudrait renforcer le nombre des latrines aux EP et FOSA, appuyé, les EPI, FOSA et les sites publics en dispositif de lavage des mains, la construction des latrines dans des ménages démunis.		

6.6 Santé et nutrition

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	☒ Oui, l'Union Européenne depuis le 15 Février 2019 dans 20 Aires de santé plus Hôpital General de Musienene		
Risque épidémiologique	L'accès aux soins de santé par les populations déplacées et les familles d'accueil est atténué a a Musienene Etat, katolo, Kimbulu, Irangira, et Kavasinja par la gratuité des soins financé par l'Union Européenne depuis le 15 Février 2019 dans 20 Aires de santé plus Hôpital General de Musienene suite à l'apparition de la maladie en Virus d'Ebola dans le grand Nord en Aout 2018, les IDPs, familles d'accueils et les victimes de cette dangereuse maladie sont soignés gratuitement. L'eau potable est insuffisante dans ces aires de santé, rupture des quelques médicaments dans les centres de santé, insuffisance d'infrastructures d'eau, hygiène et assainissement : latrines non hygiéniques constituent un risque épidémiologique.		
Impact de la crise sur les services	RAS		
Indicateurs santé (vulnérabilité de base)			

MALADIES FREQUENTE

No	Pathologie	Moins de 5 Ans	5ans et plus
1	Paludisme	1610	5372
2	IRA	1865	1782
3	Fièvre typhoïde	Ras	Ras
4	Diarrhee	1076	394
5	Diabète	Ras	Ras
6	Infection urinaire	4	1753
7	Helminthoses	372	968
8	MVE	56 Depuis le début jusqu'au 25 Mai 2019	
9	IST		1061F ET 750 H

Source :Zone de Santé de Musienene(Rapport trimestriel Mars 2019)

Services de santé dans la zone

Compléter le tableau ci-dessous :

Structures santé	Type	Capacité (Nb patients)	Nb personnel qualifié	Nb jours rupture médicaments traceurs	Point d'eau fonctionnel	Nb portes latrines
RAS	RAS	RAS	RAS	RAS	RAS	RAS

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
RAS	RAS	RAS	RAS	RAS

Gaps et recommandations

- ✓ L'insuffisance des produits pharmaceutiques dans les structures ;
 - ✓ Insuffisance/manque des matériels et équipements au niveau des CS Manque de partenaire pour la réhabilitation des infrastructures de traitement des déchets dans ces structures sanitaire.
- Recommandations :
- ✓ Appuyer ces Structures Sanitaires en avec deux interventions en santé/nutrition
 - ✓ Approvisionner ces centres de santé en médicaments essentiels,
 - ✓ La construction/réhabilitation des infrastructures en eau
 - ✓ Organisation des dépistages actifs et passifs en nutrition chez les enfants de 6 à 59mois dans toutes ces aires de santé ;
 - ✓ Approvisionner ces structures en intrants nutritionnels,
 - ✓ Renforcer la sensibilisation sur les actions essentielles en hygiène (pratiques familiale).
 - ✓ Former le corps soignant.

6.7 Education

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	• Oui ☒ Non Si oui, ne pas collecter les informations pour ce secteur.																														
Impact de la crise sur l'éducation	• Ecoles détruites, occupées ou pillées zone de départ, combien _____ • Ecoles détruites, occupées ou pillées zone d'arrivée, combien _____	Y-a-t-il des enfants déscolarisés parmi les populations en déplacement ? • Oui, • Non Si oui, combien de jours de rupture _____																													
Estimation du nombre d'enfants déscolarisés à cause de la crise	Les déplacements des populations dans l'ensemble des villages couverts par l'évaluation ont conduit à la rupture scolaire des enfants. Les incursions régulières Maimai, la présence de la maladie en virus d'Ebola ont poussé beaucoup d'enfants à interrompre les cours comme l'explique clairement le tableau et graphique ci bas. Dans tous les villages, les participants aux Focus groupe ont rapporté s'être déplacés plusieurs fois, d'où l'interruption de la scolarité des beaucoup d'enfants rencontrés dans les zones d'accueil. Cela cause des problèmes sur plan qualité de leurs formations, faible rémunération des enseignants, manque des objets classiques,.... <table border="1"> <thead> <tr> <th>Catégorie</th> <th>Total</th> <th>Filles</th> <th>Garçons</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Population autochtone</td> <td>RAS</td> <td>RAS</td> <td>RAS</td> </tr> <tr> <td>Déplacés</td> <td>RAS</td> <td>RAS</td> <td>RAS</td> </tr> <tr> <td>Retournés</td> <td>RAS</td> <td>RAS</td> <td>RAS</td> </tr> </tbody> </table>			Catégorie	Total	Filles	Garçons	Population autochtone	RAS	RAS	RAS	Déplacés	RAS	RAS	RAS	Retournés	RAS	RAS	RAS												
Catégorie	Total	Filles	Garçons																												
Population autochtone	RAS	RAS	RAS																												
Déplacés	RAS	RAS	RAS																												
Retournés	RAS	RAS	RAS																												
Services d'Education dans la zone	Compléter le tableau ci-dessous : Pas d'accès aux données, il fallait aller à Lubero / sous Division																														
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Ecoles</th> <th>Type</th> <th>Nb d'élèves</th> <th>Nb enseignants</th> <th>Ratio élèves/enseignants</th> <th>Ratio élèves/salle de classe</th> <th>Point d'eau fonctionnel <500m</th> <th>Ratio latrines/élèves (F/G)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>RAS</td> <td>RAS</td> <td>RAS</td> <td>RAS</td> <td>RAS</td> <td>RAS</td> <td>RAS</td> <td>RAS</td> </tr> <tr> <td>Total ou moyenne</td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> </tbody> </table>								Ecoles	Type	Nb d'élèves	Nb enseignants	Ratio élèves/enseignants	Ratio élèves/salle de classe	Point d'eau fonctionnel <500m	Ratio latrines/élèves (F/G)	RAS	RAS	RAS	RAS	RAS	RAS	RAS	RAS	Total ou moyenne							
Ecoles	Type	Nb d'élèves	Nb enseignants	Ratio élèves/enseignants	Ratio élèves/salle de classe	Point d'eau fonctionnel <500m	Ratio latrines/élèves (F/G)																								
RAS	RAS	RAS	RAS	RAS	RAS	RAS	RAS																								
Total ou moyenne																															
Capacité d'absorption	RAS, Pas d'accès aux données, il fallait aller à Lubero / sous Division																														
Réponses données																															
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Réponses données</th> <th>Organisations impliquées</th> <th>Zone d'intervention</th> <th>Nbre/Type des bénéficiaires</th> <th>Commentaires</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>RAS</td> <td>////////////////</td> <td>////////////////</td> <td>////////////////</td> <td>////////////////</td> </tr> </tbody> </table>								Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires	RAS	////////////////	////////////////	////////////////	////////////////														
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires																											
RAS	////////////////	////////////////	////////////////	////////////////																											

Gaps et recommandations	✓ Besoins des kits scolaires, fournitures scolaires. ✓ Besoin des formations des enseignants et membres de COPA dans toutes les écoles ✓ Besoins des frais scolaires des retournés. ✓ Besoins en cantine scolaire pour les enfants de 5 à 11 ans Besoins en réinsertion socio-économique des jeunes filles et garçons désœuvrés Recommandation Pour plus d'information une évaluation sectorielle est nécessaire pour bien déceler leurs besoins réels ; Appuyer les écoles délocalisées qui projettent commencer les enseignements.
Protection et VSBG	Les droits humains dans ces villages évalués ne sont pas respectés, lors des entretiens avec les leaders locaux, il a été dit que la population est tracassée par les services de l'ordre. La paisible population est sommée de payer des taxes sans aucune ressource, d'autres sont arrêtés arbitrairement. Soulignons aussi que, les jours du marché, dans les axes menant vers le marché, il ya des barrières érigées par les services de l'ordre où l'on demande à toute personne qui amène ces articles au marché de payer une somme d'argent ou de laisser une quantité de ces produits pour avoir accès au marché. Pendant les entretiens avec les leaders locaux, Kimbulu, ils ont signalé la présence des maisons de tolérances communément appelés les QG ont été identifiés où les jeunes filles plus des mineurs âgées de moins de 18 ans sont exploitées sexuellement sous l'œil des autorités locales et agents de l'ordre surtout le jour du marché. En fin, les zones cibles sont contrôlées par les forces loyalistes, la PNC et ANR à l'exception de Masumo où les Mai-Mai sont visibles. Ils ont aussi faits allusion à la méconnaissance des populations sur les droits humains, les services de prise en charge en cas de violation des droits humains.
Violences basées sur le genre	Des cas formels n'ont pas été tellement signalés au cours des enquêtes menées s'agissant des violences basées sur le genre. Toutefois, l'ampleur des conflits n'exclut pas la possibilité d'un tel abus car les femmes et les jeunes filles sont le plus souvent victimes des barbaries des groupes armés et d'autres inciviques. Les participants aux FGDs et entretien individuel ont déclaré les cas de viol et violence sexuelle dans leur communauté, dans les discussions en groupes avec les femmes et filles, certains se rappellent même des cas de violés dans leurs milieux par les acteurs aux conflits et les jeunes désœuvrés dans la communauté et plusieurs ne sont pas dénoncés à cause de barrières culturelles.
Protection de L'Enfant	Des enfants sont aussi parmi les premières victimes des affres de la guerre. Ils sont touchés par des effets de la guerre, plusieurs d'entre eux ne fréquentent plus l'école faute des moyens financiers. Et plusieurs sont à la merci de tout le monde.

Photos

Salle de classe presque vide/déperdition	une borne fontaine non alimentée en eau, les bidons en attente	Focus groupe des quelque leaders à Kimbulu
		

Annexe 2 : Contacts de l'équipe d'évaluation

Noms	Fonctions	N° Contacts
JANVIER BADERHA	Chargé des programmes	0997376651,0990690929
AUGUSTIN MASIMENGO	Chargé de suivi et Evaluation	09799956993,0820757520
MUKIRANIA NZONGA Thiery	Animateur terrain	0997041464,0815361261
Georgine BWANA KAWA	Animateur terrain	0997777594
Eugene MUSHAMALIRWA	Animateur terrain	0974530888
MUHINDO BAKUYA	Enquêteur	-
KAMBALE SIWANGAHEMUKA	Enquêteur	-